

Monsieur le Président,
Monsieur le Ministre,
Mes Chers Collègues,

Le Ch'ti est à la mode, aussi je n'hésite pas à prolonger le plaisir, Monsieur le Ministre, que comme tant de Français vous avez sans doute pris en regardant le film, en vous initiant à un mot de vocabulaire supplémentaire car, Monsieur le Ministre, je crains que vous ne soyez un *carottier*.

Qu'est-ce qu'un *carottier* ? Quelqu'un qui, habilement, avec talent, cherche à dissimuler la vérité, à faire croire à son interlocuteur ce qui n'est pas, bref, à lui faire prendre des vessies pour des lanternes !

Or, en guise d'éclairage pour l'avenir, ni votre rapport préparatoire ni votre discours ne sont compatibles avec la vérité des chiffres, et celle des réalités.

Vous affirmez, vous promettez ; en fait vous dissimulez, vous manipulez. Je prends rapidement trois exemples :

- 1) Vous évoquez une croissance « soutenue », dites-vous. Et dans le cadrage macroéconomique que vous proposez, tout est en hausse : consommation, investissement, exportations !

Pourtant, qu'observons-nous dans les statistiques de l'INSEE comme dans la vie de tous les jours dans nos circonscriptions ? Nous voyons des exportations en recul et un déficit commercial qui n'a jamais été aussi élevé, nous entendons des ménages appauvris, qui n'en peuvent plus de payer des franchises médicales, des produits alimentaires chers, leur énergie coûteuse, qui partent moins en vacances et viennent chercher plus d'aides sociales, qui ont un pouvoir d'achat plus mauvais que jamais, nous voyons des taux d'intérêt en hausse et des entreprises comme des ménages qui ont plus de difficultés à emprunter, et un secteur immobilier qui se déprime...

Comment cela augmenterait-il demain la croissance ? Personne n'y croit !

L'économiste Patrick Artus, dans *Le Monde Dimanche*, dit que la croissance annuelle de la France sera de 1 % pendant 2 ans ! L'OCDE, dans son rapport *Perspectives 2008*, prévoit pour la France un ralentissement de la croissance à 1,8 % en 2008 et 1,5 % en 2009 !

Alors qui dit la vérité ? L'OCDE ou vous, Monsieur le Ministre ?

- 2) Deuxième exemple : l'évolution du déficit et de la dette. Vous proclamez que le déficit 2007 améliore celui de 2006, vous dites éradiquer les sous-budgétisations et maîtriser la dette. Là encore, ce n'est pas la réalité !

Le déficit 2007 n'est inférieur à celui de 2006 qu'au prix d'artifices liés au décalage des pensions d'Etat, à la cession de titres Edf, mais aussi à des dettes non réglées dissimulées derrière des crédits sous-évalués, tels que les arriérés à la Sécurité sociale, ou le découvert au Crédit Foncier pour l'épargne-logement. D'une année à l'autre, l'écart est de 10 Mds€ ! La réalité, c'est que le *trou* s'est creusé de 10 Mds d'€ !

C'est dire si la spirale de la dette risque bien de se poursuivre. Surtout que l'effet *boule de neige* se remet en place, tant se creuse l'écart entre les taux d'intérêt, à la hausse, et le taux de croissance, à la baisse (tout du moins si on croit l'OCDE). Vu les tendances en cours, vous n'y échapperez pas : c'est bientôt un *coup de massue* qui va se manifester et il fera dériver notre stock de dette une fois de plus.

A la fin du premier trimestre 2008, la dette publique est à 1250,6 Mds €, elle a déjà augmenté de 41,1 Mds € par rapport à fin décembre 2007 ! Celle de l'Etat a augmenté de 35,8 Mds €.

Sait-on que la dette publique a augmenté de plus de 100 Mds € entre fin 2006 et mars 2008 (passant de 1149,9 Mds à 1250,6 Mds €) ?

Que sur la même période, celle de l'Etat est passée de 892,5 Mds € à 965,8 Mds € (soit une progression de + 73 Mds € !) ? Que celle des administrations de Sécurité sociale est passée de 39,4 à 57,4 Mds € (soit une hausse de + 18 Mds € !).

Dissimulation du déficit 2007, mécanique infernale des charges financières, accumulation de la dette sociale, quasi-stagnation des recettes fiscales, et surtout dépenses fiscales d'hier dont on n'avait pas les moyens, tout s'additionne pour mettre en avant, comme l'écrit dans son rapport préliminaire la Cour des Comptes, je cite, une « aggravation de la situation des finances publiques » et une « dégradation de la situation de l'Etat ». Alors qui dit la vérité ? La Cour des Comptes ou vous, Monsieur le Ministre ?

- 3) Enfin, mais je n'ai pas le temps de développer ce point (que d'autres orateurs ont abordé ou évoqueront), vous voulez faire porter aux collectivités locales les conséquences de l'incurie de la gestion financière de l'Etat.

Vous annoncez une croissance à zéro volume des dotations de l'Etat ? Savez-vous ce que cela signifiera pour des milliers de communes qui, au gré des réformes fiscales, sont devenues Etat-dépendantes, car 55 à 60 % de leurs ressources, ce sont précisément les dotations de l'Etat ?

Cela se traduira, pour ces collectivités par des dotations forfaitaires en stagnation, par des dotations de compensations encore en forte baisse, cela voudra dire encore souvent des dotations globales en baisse assez forte même en 2009 ! Comment faire alors avec une inflation à plus de 3 % et donc avec des dépenses qui augmentent d'autant ? C'est un garrot en puissance que vous posez sur bien des collectivités locales de notre pays.

Oubliez-vous qu'elles sont le premier investisseur public en France avec 73% du total ?

N'auriez-vous pas entendu Philippe Seguin, Premier Président de la Cour des Comptes, qui, en commission des finances, nous disait le 25 juin, je cite, qu'il est « difficile d'imputer aux collectivités locales la situation difficile des finances publiques » ?

Alors, pour se défaire de ses propres responsabilités, l'Etat, dans sa gestion financière, s'apprête à commettre une erreur économique et politique aux conséquences sociales dramatiques.

Voilà pourquoi, Monsieur le Ministre, vous que je crois fondamentalement être un honnête homme, je crains que vous ne vous livriez dans vos écrits comme dans vos propos de ce matin à un rôle de composition sans doute, un rôle d'illusionniste du chiffre et du verbe qui dissimule les réalités, et qui, en guise de volonté, tient davantage de la méthode Coué.

Nous le dénonçons donc et continuerons de le faire, car, soyez-en certain, Monsieur le Ministre, si en 2009 votre objectif c'est de *gagner des millions*, l'Opposition, elle, n'a pas encore dit *son dernier mot* !